

NUCLÉAIRE : DÉBATS BIDONS, RELANÇONS LA CONTESTATION!

Sud Culture et Média Solidaires

Du 27 octobre 2022 au 27 février 2023 la commission nationale du débat public (CNDP) organise une série de rencontres pour débattre de la pertinence de construire 6 nouveaux réacteurs atomiques de type EPR sur des sites nucléaires déjà existants. Le site de Penly étant le premier élu.

Ce débat public est une obligation légale mais les pouvoirs publics semblent faire tout ce qu'ils peuvent pour qu'il se déroule de la façon la plus discrète possible : peu de publicité, choix de salles peu connues et souvent petites. De plus, quand un décret sort au moment de son lancement pour acter les projets de constructions, on voit bien l'inutilité de ces séances pseudo-démocratiques. Sans compter que les expert-e-s invité-e-s sont le plus souvent pro-nucléaire et qu'une thématique importante comme celle de la gestion des déchets radioactifs n'était même pas prévue au départ et a été de fait imposée par la mobilisation militante.

Les opposantes et les opposants, de Bure au Collectif national Arrêt du Nucléaire en passant par les ONG et le Réseau Sortir du nucléaire, ont donc vite été tentés de rebaptiser la CNDP en Commission nationale sur les décisions déjà prises.

Relancer le nucléaire : un pari risqué

Aucun réacteur de type EPR n'est actuellement en fonctionnement : à l'arrêt en Chine et en Finlande, toujours pas fini en France et loin de l'être au Royaume-Uni. Nous ne sommes pas plus assurés que les promoteurs de l'atome aient les capacités techniques de produire un EPR de deuxième génération. Quand les savoir-faire se sont perdus et que plus de la moitié du parc français est à l'arrêt pour des raisons de sécurité ou de maintenance, il semble illusoire et dangereux de mettre des dizaines de milliards d'euros pour continuer avec cette industrie destructrice. Ceci est sans compter que le nucléaire n'est pas adapté aux changements climatiques. Pour fonctionner un réacteur a besoin d'eau pour assurer son refroidissement. Récemment on a dû arrêter des unités de production par manque d'eau disponible et les normes concernant les rejets ont été revues à la baisse pour limiter les effets des sécheresses sur la production électrique. Est-ce pour cela que les premiers réacteurs prévus le sont sur des côtes ? De plus, les conséquences d'une catastrophe nucléaire sont graves.

« Depuis les débuts du nucléaire, le lobby occulte cette contamination du vivant, il ne retient que l'irradiation directe et minimise considérablement le nombre de victimes, civiles ou militaires. Mais la CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique) reconnaît que toute dose de radioactivité comporte un risque mutagène, cancérogène, et autres. »*



Relancer la lutte : une nécessité

Face à cette volonté de relance, le mouvement antinucléaire se mobilise plus fortement. Le collectif Comité centrales, qui a réalisé le film Notre Terre Mourra Proprement**, a lancé une tournée intitulée Réveiller les esprits antinucléaires*** La volonté est là de rendre au maximum publique l'opposition à la relance et à la poursuite du nucléaire qu'il soit civil ou militaire. C'est pour cela qu'une mobilisation importante se prépare le 16 février à Tours lors de l'étape de la mascarade démocratique de la CNDP. Tout comme une grande marche est envisagée le 3 juin du côté de Bure. On a gagné à Notre-Dame-des-Landes et on a encore l'espoir de le faire là-bas.

* Nucléaire, questions de bon sens. Annie et Pierre Péguin, octobre 2022. Disponible ici : <https://nucleairedanger.wordpress.com/2022/10/25/question-de-bon-sens/>

** Disponible ici : <https://youtu.be/G-dvPRtFGGY>

*** Voir leur site : <https://comitecentrales.noblogs.org/>